

M. Camille LAWSON-BODY

EXPERT-COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Association UFOLEP 93

Association régie par la loi 1901

119, rue Pierre Sépard – 93000 BOBIGNY

Siret : 398 901 454 00023 APE : 9312 Z

Rapport du commissaire aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2023

73, boulevard de Magenta – 75010 PARIS
Tél : 01-42-40-13-13 Fax : 01-42-40-12-13
Siret : 444 806 244 00042 APE : 6920Z
Email : c.lawsonbody@egideclb.com

Association UFOLEP 93

Association régie par la loi 1901

119, rue Pierre Sépard – 93000 BOBIGNY

Siret : 398 901 454 00023 APE : 9312 Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

1° Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UFOLEP 93 relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2° Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3° Justification des appréciations

En application des dispositions de l’article L.823-9 et R 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice.

Le point de l'annexe « Variation des fonds dédiés » expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des engagements pris par l'association envers les bailleurs de fonds. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte séparation des exercices ainsi que la cohérence et la pertinence des informations données en annexe sur ce point.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4° Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion de l’organe d’administration et dans les documents qui vous sont adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

5° Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'association.

6° Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 15 octobre 2024



Camille LAWSON-BODY
Commissaire aux comptes

Bilan au 31 décembre 2023

UFOLEP 93	ACTIF							PASSIF	31/12/23	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-19
	BRUT	AMORT. DEPRE.	NET	NET	NET		NET						
ACTIF IMMOBILISE								FONDS PROPRES					
Immobiliations incorporelles								Fonds propres sans droit de reprise	18 307	18 307	18 307	18 307	18 307
Frais d'établissement								Fonds propres statutaires					
Frais de recherche et de développement								Fonds propres complémentaires					
Donation temporaire d'usufruit								Fonds propres avec droit de reprise					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels,								Fonds propres statutaires					
Immobiliations incorporelles en cours								Fonds propres complémentaires					
Avances et acomptes								Ecart de réévaluation					
Immobiliations corporelles								Réserves					
Terrains								Réserves statutaires ou contractuelles					
Constructions	86 669	74 939	11 730	8 244	8 002	8 006	11 875	Réserves pour projet de fertilité					
Installations techniques, matériel et outillage industriels								Autres	2 552	2 552	2 552	2 552	2 552
Immobiliations corporelles en cours								Report à nouveau	89 908	84 607	64 595	62 792	44 821
Avances et acomptes								Excédent ou déficit de l'exercice	11 000	5 301	20 012	1 803	17 971
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés								Situation nette (sous total)	121 768	110 768	105 467	85 455	83 651
Immobiliations financières								Fonds propres consommables					
Participations et créances rattachées								Subventions d'investissement	19 586	17 206	17 206	17 206	18 790
Autres titres immobilisés								Provisions réglementées					
Prêts								TOTAL I	141 354	127 974	122 673	102 661	102 441
Autres	2 000		2 000	2 000	1 200			FONDS REPORTS ET DEDIES					
TOTAL I	88 669	74 939	13 730	10 244	8 202	8 006	11 875	Fonds reports liés aux legs ou donations					
ACTIF CIRCULANT								Fonds dédiés	87 688	89 979	73 249	64 506	50 006
Stocks et en-cours								TOTAL II	87 688	89 979	73 249	64 506	50 006
Créances d'exploitation								PROVISIONS					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 765	1 200	13 565	16 499	12 288	16 319	32 171	Provisions pour risques					
Créances reçues par legs ou donations								Provisions pour charges	0	0	0	0	0
Autres	133		133	2 855	600	53 190	40 992	TOTAL III	0	0	0	0	0
Valeur mobilière de placement								DETTES					
Instruments de trésorerie								Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Disponibilités	326 157		326 157	254 969	256 277	166 219	420 646	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Charges constatées d'avance	198		198	884	830	1 778	859	Emprunts et dettes financières diverses					
TOTAL II	341 253	1 200	340 053	275 207	269 995	237 508	494 668	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	75 486	18 038	17 820	40 746	72 437
Frais d'émission des emprunts (III)								Dettes des legs ou donations					
Primes de remboursement des emprunts (IV)								Dettes fiscales et sociales	46 454	46 659	55 954	29 098	45 987
Ecart de conversion Actif (V)								Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	429 922	76 139	353 783	285 451	279 197	245 512	506 542	Autres dettes					
								Instrument de trésorerie	2 801	2 801	9 501	8 501	235 671
								Produits constatés d'avances	124 741	67 498	83 275	78 345	354 095
								TOTAL IV					
								Ecart de conversion Passif (V)					
								TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	353 783	285 451	279 197	245 512	506 542

Compte de résultat au 31 décembre 2023

	31/12/23	31/12/22	31/12/21	31/12/20	31/12/19	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	7 661	7 291	8 564	9 465	10 945	86,48%
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
dont ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	376 817	295 817	30 422	8 632	22 432	38,48%
dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitations	45 890	105 015	410 034	401 543	428 286	93,76%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 191	7 473				
Utilisation des fonds dédiés	386	1 441	240	1 584	453	349,67%
Autres produits						
TOTAL I	449 945	417 037	449 260	421 224	462 116	91,15%
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	128 357	125 608	115 546	150 762	147 264	
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	2 956	567	5 822	4 741	3 333	
Salaires et traitements	205 342	205 699	235 905	190 053	189 559	
Charges sociales	52 226	49 571	62 007	39 686	41 054	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 191	9 588	5 282	15 878	17 717	
Dotations aux provisions					9 339	
Report en fonds dédiés	16 900	24 203	30 973			
Autres charges	10 747	3 024	2 592	13 318	9 444	
TOTAL II	424 719	418 260	458 126	414 438	417 710	
1. Résultat d'exploitation (I - II)	25 226	-1 223	-8 866	6 786	44 406	
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	2 312	1 075	389	403	576	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL III	2 312	1 075	389	403	576	
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	0	58	0	0	1	
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL IV	0	58	0	0		
2. Résultat financier (III - IV)	2 312	1 017	389	403	576	
3. Résultat courant (I - II + III - IV)	27 538	-206	-8 477	7 189	44 982	
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opération de gestion	0	6 467	7 589	17 480	3 611	
Sur opération en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			22 230			
TOTAL V	0	6 467	29 819	17 480	3 611	
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opération de gestion	16 538	961	1 330	22 865	30 622	
Sur opération en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
TOTAL VI	16 538	961	1 330	22 865	30 622	
4. Résultat exceptionnel (V - VI)	-16 538	5 506	28 489	-5 385	-27 011	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	452 257	424 579	479 468	439 107	466 303	
Total des charges (II + IV + VI + VIII)	441 257	419 278	459 456	437 304	448 332	
EXCEDENT OU DEFICIT	11 000	5 301	20 012	1 803	17 971	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature			35 000	45 000		
Bénévolat						
TOTAL	0	0	35 000	45 000	0	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature			35 000	45 000		
Personnel bénévole						
TOTAL	0	0	35 000	45 000	0	

UFOLEP 93
SIRET : 39890145400023
NACE : 9312 Z

**ANNEXE
2023**

Au **BILAN** avant répartition de l'exercice clos le **31 Décembre 2023**

dont le total est de **353 783 €**

et au **COMPTE DE RÉSULTAT** de l'exercice s'étendant du **1er Janvier** au **31 Décembre 2023**

dont le total des produits est de **452 257 €**

et dégageant **un excédent de 11 000 €**.

PRÉAMBULE

L'UFOLEP, Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique, est une fédération sportive et citoyenne issue de la Ligue de l'enseignement, mouvement d'Éducation Populaire. L'UFOLEP propose une double ambition, celle d'un sport humaniste et citoyen, et celle de l'éducation par le sport tout au long de la vie. Elle illustre une vision du sport à dimension sociale pour répondre aux enjeux actuels d'accessibilité, de santé pour tous, de solidarité et d'engagement.

C'est l'ambition d'un sport vecteur de valeurs telles que la solidarité, le fair-play, le civisme, à travers les principes de laïcité et de citoyenneté.

L'UFOLEP, secteur sport et plein air de la Ligue de l'enseignement, est une fédération affinitaire multisports.

Elle affirme et met en œuvre des solidarités qui permettent de rendre effectif notre engagement d'agir pour faire société, favorisant le nécessaire « mieux vivre ensemble ». Au travers de son projet national de développement et afin de répondre aux enjeux de société, celle-ci s'est structurée autour de deux champs d'intervention : sport éducation et sport société.

Dans chaque département est constitué une association déclarée suivant la loi de 1901 dite comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique (UFOLEP), conformément aux statuts et règlements généraux de l'UFOLEP nationale.

Ce comité regroupe :

- toutes les associations du département pratiquant des activités physiques, sportives et de pleine nature, régulièrement affiliées à la Fédération des Œuvres Laïques et à l'UFOLEP,
- des membres individuels agréés par le Comité Directeur,
- des membres d'honneur, donateurs et membres bienfaiteurs agréés par le comité directeur.

Le comité départemental de l'UFOLEP de Seine Saint-Denis est un organisme de déconcentration de l'UFOLEP. Il a pour objet d'assumer les buts de l'UFOLEP l'éducation par le sport, sur le territoire considéré :

- a) en organisant et promouvant toute activité physique et sportive comme moyen d'éducation et de culture par le sport, d'intégration et de participation à la vie sociale, dans le but de former des sportifs et des citoyens
- b) en suscitant, en organisant et en contrôlant ces activités dans les associations affiliées, avec le souci de contribuer à l'harmonieux épanouissement de la personne humaine ;
- c) en donnant à chacun sans discrimination aucune, la possibilité de pratiquer des activités physiques, sportives et de pleine nature ;
- d) en propageant sa conception du sport pouvant aller de la saine détente dans le cadre des loisirs jusqu'à la compétition si elle est formatrice, amicale et désintéressée, illustrant ainsi sa devise : " tous les sport autrement " ;
- e) en prolongeant l'action de l'USEP ;
- f) en contribuant à la promotion et à la défense des organisations éducatives et sociales laïques du département ;
- g) en assurant la formation et l'enseignement du secourisme sous toutes ses formes.

S O M M A I R E

Pages

1 – PRINCIPES - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	3/4
 2 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN	
2.1 Actif immobilisé	5/6
2.2 Provisions	6/7
2.3 État des échéances des créances et des dettes	7
2.4 Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	7
2.5 Produits à recevoir - Autres créances – Clients et comptes rattachés	7/
2.6 Charges à payer	7
2.7 Charges constatées d'avance	7
2.8 Produits constatés d'avance	7
 3 - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT	
3.1 Fonds dédiés	8
 4 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
4.1 Engagements financiers	8
4.2 Dettes garanties par des sûretés réelles	8

1 – PRINCIPES - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1 Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon le nouveau règlement (ANC 2018-06) qui succèdent au règlement CRC 99-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf, mention, les montants sont exprimés en euros.

2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Suite aux nouvelles règles concernant l'évaluation des actifs, l'association UFOLEP 93 n'a pas retenu la règles des composants. Les immobilisations sont évaluées à leurs coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires d'achat) ou bien à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Matériel de transport	de 2 à 5 ans
- Agencement, aménagement, installation technique	de 6 à 10 ans
- Matériel pédagogique	de 2 à 5 ans
- Matériel de bureau et mobilier	de 3 à 10 ans
- Matériel informatique	de 3 à 5 ans

3 Stocks

Non applicable

4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5 Disponibilités

Il s'agit des sommes disponibles pour l'association à la date de clôture de l'exercice.

6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

7 Engagement en matière de retraite

Les nouvelles règles comptables renforcent le principe de comptabilisation des engagements retraite. Les « entreprises » ont la faculté de comptabiliser sous forme de provisions, le risque « indemnité retraite » ou bien de les mentionner en annexe. L'association n'effectue pas de décompte des engagements compte tenu de l'âge moyen des salariés.

8 Effectifs

Au 31 décembre 2023, 5 personnes étaient en poste en CDI. 26 salarié.e.s ont été mobilisé.e.s représentant 7,04 ETP auxquels s'ajoutent les intervenants extérieurs.

	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
- Cadres		
- Agents de maîtrise	2	2
- Techniciens	3	3
- Employés		

9 Autres informations

Nous n'avons pas valorisé les mise a disposition d'équipement pour les interventions ou nous intervenons.

10 Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance ont été valorisés suivant la méthode du prorata temporis.

2 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

2.1. ACTIF IMMOBILISE

Au cours de l'exercice 2023, nous avons procédé à l'acquisition de matériel pour les animations sportives. Le matériel est amorti non pas sur une année mais bien en fonction de la périodicité d'utilisation de celui-ci.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS 2023

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	77 373	9 296		86 668
Immobilisations financières				
TOTAL	77 373	9 296	0	86 668

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS 2023

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortiss .cumulés au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions d'amortiss.	Amortissements cumulés à la fin cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	69 129	5 811		74 939
Immobilisations financières				
TOTAL	69 129	5 811	0	74 939

2.2. PROVISIONS

TABLEAU DE SUIVI DES PROVISIONS AU 31/12/2023

Situations	Provisions au début de l'exercice A	Augmentation cours d'exercice B	Diminution en cours d'exercice C	Total provisions en fin d'exercice D
PROJET TRI SPORT CO BASKET	827,80 €			827,80 €
TOTAL 1587	827,80 €			827,80 €
2023				
PARIS 8 N° 210502 PSC1	1 020,00 €	1 020,00 €		1 020,00 €
PSC1 2110011	600,00 €	600,00 €		600,00 €
SEBAG REPOP	40,00 €	40,00 €		40,00 €
LA COMETE 220405	120,00 €	120,00 €		120,00 €
ECOLE OUVERTE 201002	600,00 €	600,00 €		600,00 €
2023 TOTAL CPT 158	2 380,00 €	2 380,00 €		2 380,00 €
ANTERIEUR 2014	1 889,46 €		0	1 889,46 €
MATERIELS PEDALOS SUITE CASSE	4 000,00 €		0	4 000,00 €
REGULARISATION EAV 2016	905,55 €		0	905,55 €
RISQUES ET CHARGES 2019	1 732,89 €		0,0 €	1 732,89 €
RISQUE REVERSEMENT	7 850,00 €			7 850,00 €
ANTERIEUR 2014 TOTAL 158	16 377,90 €	0,00 €	0,00 €	16 377,90 €
TOTAL 158	18 757,90 €	2 380,00 €	0,00 €	18 757,90 €

Au fil des ans nous avons effectué quelques provisions pour des actions qui n'ont pu se dénouer dans le cadre des exercices prévues. Elles datent de la période où les fonds dédiés n'existaient pas.

Sur l'année 2016, nous avons animé l'activité pédalos sur le parc Georges Valbon. La faible quantité d'eau du lac, l'utilisation intensive sur des périodes de 10 à 20 mn maximum en fonction de l'affluence ainsi que l'usure du matériel ont fragilisé celui-ci. Si des réparations ont été effectuées sur place, nous n'avons pas nécessairement la possibilité de commander les pièces. Cette provision devraient contribuer pour partie à la remise en état du matériel.

La personne en emploi d'avenir a démissionné. Pour autant nous avons continué à percevoir l'aide au poste.

Pas de modification sur 2017.

Nous avons inscrit une nouvelle provision et cela en lien avec le risque social lié aux incertitudes sur les suites de la convention à la base de Champs avec le département, convention qui prend fin le 31/08/2020. Nous espérons vivement poursuivre ce partenariat avec le conseil départemental pour le développement des activités de pleine nature (APPN) en direction de tous les publics dont les collégiens et les enfants de s accueils collectifs de mineurs.

En 2019, nous avons ajusté la provision évoquée plus haut et nous avons. Nous avons également inscrit une provision pour risque suite à la réalisation du projet d'été à Marville. Celui-ci a conduit à

un excédent de gestion relativement important. Celui-ci trouve, pour partie, son explication dans le fait que la personne que nous avons recrutée sur un poste de coordinateur d'avril à septembre 2019 ait rapidement démissionné. La personne en contrat d'apprentissage a accepté cette mission. Plusieurs réalités suite à cela :

- un temps de préparation conséquent mais pas autant pas à la hauteur de ce que nous avions imaginé
- un impact économique moindre pour le projet. Même si nous avons augmenté sa rémunération le différentiel est évalué autour de 8 700 € du fait des charges patronales inférieure et de l'absence de prime de précarité.
- Mais également des actions de développement de projets autour de la pratique des seniors et du projets toutes sportives qui si elles se sont poursuivies n'ont pas permis le développement que nous avions imaginé pour préparer la rentrée de septembre.

Pas de mouvement en en 2022.

2023, nous avons provisionné des comptes clients qui n'avaient pas été soldés entre 2020 et 2022.

2.3. ÉTAT DES ECHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

Parmi les créances de l'actif circulant figurent à plus d'un an

- La caution pour la location de véhicule à Rent à Car Drancy 2 000 €

2.4. DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

La différence entre l'évaluation au bilan et l'évaluation au dernier prix du marché des stocks d'approvisionnement et de marchandises n'est pas jugée significative.

2.5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES : 13 565 €

Parmi ces comptes nous distinguons :

- Divers dont UFOLEP IDF Ateliers PRIF 3 750 €
- Ligue de l'enseignement-FOL 93 adhésions/ affiliations : 7 661 €

AUTRES CRÉANCES : 133 €

Elle comprend entre autre un avoir et un trop versé auprès d'une salarié.e

2.6. CHARGES A PAYER

Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 75 486 €

Il s'agit des différentes fournisseurs non réglés dont pour les deux plus importants

- Ligue de l'enseignement-FOL 93 62 952,88 €
- Divers fournisseurs 12 533,12 €

Dettes fiscales et sociales : 46 455 € dont :

- formations professionnelle 2 506,33 €

- URSSAF 15 613,44 €
- Provision congés payés 5 059,29 €

2.7. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE : 198 €

2.8. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE : 2 801 €

TABLEAU DE SUIVI PRODUITS CONSTATE D'AVANCE AU 31/12/2023					
Situations	Montant initial	Fonds à engager	Utilisation en	Engagements à réaliser sur	Fonds restants à
		au début de l'exercice	cours d'exercice	nouvelles ressources affectées	engager en fin d'exercice
		A	B	C	D
SUB CD 93 PSC1	12 000,00 €	1 000,55 €			1 000,55 €
IN PULSE 2021	3 000,00 €	1 800,00 €			1 800,00 €
TOTAL	15 000,00 €	2 800,55 €	0,00 €	0,00 €	2 800,55 €

3 – COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1.

- Engagements à réaliser sur ressources affectées : 16 900 € (n)

Selon le nouveau règlement (ANC 2018-06) qui succèdent au règlement CRC 99-01 nous avons inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur subventions attribuées » les soldes de subventions pour lesquels la réalisation finale du projet se réalisera l'année suivante sous la nouvelle présentation. Ce nouveau format propose également de faire apparaître dans le tableau des fonds dédiés les Contributions financières d'autres organismes ainsi que les ressources liées à la générosité du public. La fédération n'est pas concernée par ces lignes d'où leurs absence du tableau comme mentionné dans le nouveau règlement.

En 2023 nous avons inscrit 4 500 € en fond dédiés suite au départ au 15/08/2023 d'un éducateur sportif positionné sur un poste ANS obtenu en 2021 pour la période 2021-2023. Nous avons également obtenu en 2023 une aide à l'emploi du côté de l'ANS. La personne a été recrutée fin septembre à 80 % à sa demande soit des fonds dédiés à hauteur de 9 900 €. Le projet autour des mobilités douces de l'apprentissage du vélo pour les femmes et les enfants n'a pas permis de mettre en place le nombre d'atelier comme nous l'imaginions. Aussi, nous avons inscrit 2 500 € en fonds dédiés.

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES AU 31/12/2023

194 000 Subvention de fonctionnement affectée

Variation des fonds dedies issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont fonds dedies correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 dernières années
FONDS DEDIES 2019							
CNDS EMPLOI N°1 2019 TS ANNEE 1	10 553,42 €					10 553,42 €	10 553,42 €
ACTIVE'SYLVER 2019	19 723,00 €		420,00 €			19 303,00 €	19 303,00 €
	30 276,42 €	0,00 €	420,00 €	0,00 €	0,00 €	29 856,42 €	29 856,42 €
FONDS DEDIES 2020							
UFOLEP M3S 2020	6 500,00 €					6 500,00 €	
	6 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 500,00 €	0,00 €
FONDS DEDIES 2021							
ANS EMPLOI AD JOP 2024	8 000,00 €					8 000,00 €	
ANS EMPLOI TOUTES A VELO	8 000,00 €		8 000,00 €			0,00 €	
MARVILLE 2021	13 000,00 €		2 826,00 €			10 174,00 €	
	29 000,00 €	0,00 €	10 826,00 €			18 174,00 €	
FONDS DEDIES 2022							
ANS EMPLOI TOUTES A VELO	4 000,00 €		4 000 €			0 €	
ANS 1J 1 S VELO DD93-22-0294 Haris	7 726,00 €					7 726 €	
ANS 1J 1 S VELO DD93-22-0293 Jeremy	3 945,00 €		3 945 €			0 €	
ANS UFOM3S	1 108,00 €					1 108 €	
UFOLEP NATIONALE SERVICE CIVIQUE 2024	5 400,00 €		- €			5 400 €	
UFOLEP NATIONALE PRIMO SPORT 2022	2 024,00 €					2 024 €	
TOTAL FONDS DEDIES 2022	24 202,99 €		7 945,00 €			16 258 €	
FIN DE CONTRAT ANS N°21 0263		4 500,00 €				4 500 €	
RECRUTEMENT ANS 11 2023 80 %		9 900,00 €				9 900 €	
PROJET VELO FEMMES /SRAV / MOBILITE		2 500,00 €				2 500 €	
TOTAL FONDS DEDIES 2023	0,00 €	16 900,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	16 900,00 €	
S/ TOTAL 1	89 979,41 €	16 900,00 €	19 191,00 €	0,00 €	0,00 €	87 688,42 €	29 856,42 €

4 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

4.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS

- Avals et cautions donnés NÉANT
- Autres engagements donnés NÉANT

4.2. DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

- Emprunts et dettes financières divers NÉANT